



**PRÉFET
DE L'EURE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**MARCHE DE LA DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES
TERRITOIRES ET DE LA MER DE L'EURE**

**ÉLABORATION DU PLAN DÉPARTEMENTAL DE PROTECTION DES
FORÊTS CONTRE LES INCENDIES (PDPFCI) DE L'EURE (2027-2037)**

**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES
(CCTP)**

MARCHE PUBLIC A PROCÉDURE ADAPTÉE

(passé en application des articles L.2123-1 et R.2123-1 du code de la commande publique)

MARCHE PONCTUEL n°DDTM27 - 2025 - 01

Objet de la consultation

Le marché porte sur l'Élaboration du plan départemental de protection des forêts contre les incendies (PDPFCI) de l'Eure. La durée prévue du plan est de 10 ans, de 2027 à 2037.

Pouvoir adjudicateur

Direction Départementale des Territoires et de la Mer
1, avenue du Maréchal Foch
CS20018
27020 ÉVREUX Cedex

Personne signataire du marché

Monsieur Le directeur départemental des territoires et de la Mer de l'Eure, l'arrêté préfectoral DCAT-SJIPE-2024-120 du 18 novembre 2024 portant délégation de signature au Directeur Départemental des Territoires de l'Eure , François LANDAIS, ordonnateur secondaire délégué

Sommaire

1 - MAÎTRISE D'OUVRAGE.....	3
2 - OBJECTIF DE L'ÉTUDE.....	3
3 – CONTEXTE.....	3
4 – CADRE RÉGLEMENTAIRE ET TECHNIQUE.....	3
5 – CONTENU DE L'ÉTUDE.....	4
6 – RENDU DE L'ÉTUDE.....	4
7 – DÉROULEMENT ET SUIVI DE L'ÉTUDE.....	5
8 – DOCUMENTS MIS À LA DISPOSITION DU PRESTATAIRE.....	6
9 – PROPRIETE INTELLECTUELLE DE L'ETUDE.....	6

1 - MAÎTRISE D'OUVRAGE

La maîtrise d'ouvrage de l'élaboration du plan départemental de protection des forêts contre les incendies est la direction départementale des territoires et de la mer de l'Eure, dont le siret est N°130 011 158 00016 :

DDTM de l'Eure

Service Eau, Biodiversité, Forêts –
pôle Milieux Naturels, Forêt, Chasse
1 Avenue du Maréchal Foch
CS 20018
27020 Evreux

2 - OBJECTIF DE L'ÉTUDE

L'étude porte sur l'Élaboration du plan départemental de protection des forêts contre les incendies (PDPFCI) de l'Eure. La durée prévue du plan est de 10 ans, de 2027 à 2037.

Conformément au Code forestier (art. L. 133-2), le plan a pour objectifs, dans l'intérêt des personnes, des biens, des activités économiques et sociales et des milieux naturels, :

- la diminution du nombre de départs de feux de forêts, de surfaces agricoles et de végétation proches des massifs forestiers,
- la réduction des surfaces brûlées,
- la prévention des risques d'incendies,
- la limitation de leurs conséquences.

En outre, il détermine et contribue à mobiliser des sources de financement, publiques ou privées, pour la création et l'entretien des voies de défense des bois et forêts contre l'incendie.

Ce plan doit permettre de construire un cadre d'évaluation, d'identification des actions et de planification de la politique de gestion du risque d'incendie de forêt et des autres feux de végétation. Ces actions doivent s'inscrire dans un aménagement global du territoire intégrant la forêt, mais aussi les zones urbaines, agricoles et naturelles, aux échelles spatiales et temporelles les plus appropriées.

3 – CONTEXTE

Le département de l'Eure est principalement agricole et les feux de moissons y sont fréquents compte tenu du substrat pédologique. La couverture forestière est la plus importante de Normandie et les surfaces boisées sont principalement des propriétés privées. Les feux estivaux de 2022 ont entraîné un travail de transcription des massifs qui avaient été historiquement classés comme sensibles aux feux de forêts. Un premier arrêté définissant les obligations légales de débroussaillage a été pris afin d'ouvrir ce premier volet de la protection de forêt contre les incendies. Le classement des massifs est aujourd'hui intégré à l'arrêté classant les bois et forêts exposés au risque d'incendie au titre des articles L. 132-1 du code forestier.

Par conséquent, le département de l'Eure doit se doter d'un plan départemental de protection des forêts contre les incendies (PDPFCI). Une attention particulière doit être portée sur le fait qu'il s'agit d'une élaboration avec aucun précédent sur le sujet, qui portera sur une durée de 10 ans.

Le plan portera non seulement sur les forêts, les espaces forestiers et les interfaces, mais aussi sur les espaces interstitiels, attenants ou non aux massifs, espaces naturels ou espaces autrefois agricoles, qui représentent un risque fort de départ ou de transmission d'incendie. Les feux qui affectent ces espaces sont appelés « feux de végétation » dans la base de données sur les incendies de forêt en France (BDIFF). De plus en plus présents en France, ces feux peuvent dégénérer en feux de forêt et mobiliser des moyens conséquents.

4 – CADRE RÉGLEMENTAIRE ET TECHNIQUE

Le contenu, la portée et le cadre d'élaboration du PDPFCI sont inscrits aux articles L.133-2 et R. 133-1 à R. 33-11 du Code forestier.

L'instruction technique du 16 avril 2020 n° DGPE/SDFCB/2020-242 précise le contenu du PDPFCI, propose un canevas général et définit le mode d'élaboration de ce plan. Elle est jointe en annexe au présent cahier des clauses.

L'Élaboration du PDPFCI de l'Eure s'inscrit dans ce cadre réglementaire et technique. Aussi, le prestataire retenu pour son élaboration doit établir son offre et réaliser ses prestations conformément au code forestier et à cette instruction.

Les autres documents mis à disposition du prestataire figurent au paragraphe n° 8.

5 – CONTENU DE L'ÉTUDE

Le plan de protection des forêts contre les incendies est composé d'un rapport de présentation et d'un document d'orientation assorti de documents graphiques.

En outre, le PDPFCI de l'Eure 2027 à 2037 comprendra l'ensemble des éléments contenus dans l'annexe 1 – Cadre type du PDPFCI - de l'instruction technique du 16 avril 2020.

5.1 - Analyse du risque et définition des massifs

Le PDPFCI doit comporter une analyse du risque et une définition des massifs. Si l'arrêté ministériel classe les massifs de plus de 4 hectares de 29 communes de l'Eure, l'analyse doit se poursuivre et s'affiner en s'appuyant en particulier sur l'atlas régional de prédisposition au risque estival de feu de forêt et de végétation. Une proposition complémentaire des massifs à classer sera établie avec le maître d'ouvrage.

La réalisation de cartographie de sensibilité infra massif sera réalisée sur des massifs classés ou à classer et au maximum sur 4 massifs dont la liste sera établie avec le maître d'ouvrage.

5.2 - Document d'orientation – programme d'actions 2027 à 2037

L'élaboration du PDPFCI portera sur le document d'orientation, comprenant l'établissement des fiches-actions, qui doivent être décrites, quantifiées et priorisées

Ce document d'orientation sera issu d'une étroite concertation avec les partenaires de la politique de DFCI dans le département. Le PDPFCI doit être pour les partenaires un cadre stratégique de travail futur, partagé et approuvé collectivement, qui intègre et valorise les contributions de chacun.

La concertation doit permettre que l'ensemble des actions soient définies avec pertinence technique, pragmatisme et efficacité eu égard aux moyens techniques, financiers et humains à mobiliser par les partenaires pour leur mise en œuvre.

Il est indispensable que le PDPFCI reste pleinement dans l'opérationnalité. A cet effet, le plan organisera les modalités et le contenu du suivi annuel.

Enfin, le plan comprendra un bilan technique, financier et budgétaire du nouveau PDPFCI.

5.3 - Atlas cartographique

Les documents graphiques à produire au titre du PDPFCI viendront illustrer et compléter le rapport de présentation et le document d'orientation. Ils constituent une image du territoire au moment de l'établissement du plan.

Ils seront constitués à partir d'un système d'information géographique départemental dont les couches de données pourront être facilement échangées entre les acteurs de la prévention et de la lutte contre les incendies.

Les cartes à inclure dans le PDPFCI sont, a minima, les suivantes :

- la carte des massifs forestiers et des zones sensibles aux incendies de forêts,
- la carte des espaces situés à moins de 200 mètres de terrains en nature de bois, forêts, landes, maquis, garrigue, plantations et reboisements,
- la carte des aménagements et équipements DFCI existants et de ceux qui sont à modifier ou à créer durant la période de validité du plan,
- la carte d'aménagement du territoire, de valorisation des forêts existantes et à installer.

L'ensemble de ces cartes feront l'objet d'un atlas de travail à l'échelle appropriée.

La commune sera l'unité territoriale de référence en matière d'aménagement du territoire.

6 – RENDU DE L'ÉTUDE

Les documents de rendu de l'étude sont composés de :

- un document final illustré en couleur, le PDPFCI, auquel seront annexées les cartes produites,
- un document annexe reprenant les documents produits au cours de l'étude qui ne peuvent pas être intégrés au PDPFCI (CR de réunions, analyses, etc),
- les bases de données et documents cartographiques créés au cours de l'étude en format Système d'Information Géographique,
- un diaporama de présentation du PDPFCI destiné à permettre au commanditaire de communiquer sur celui-ci, y compris sur son élaboration.
- Un support de communication destiné au grand public, avec les principales mesures

Tous les documents papier seront produits en 10 exemplaires reliés plus 1 original non relié reproductible.

Ils seront aussi communiqués sur support numérique, dans les formats suivants :

- les textes : Libre-Office – Writer, en format .odt,
- les tableaux : Libre-Office – Calc, en format .ods,
- le diaporama : Libre-Office - Impress en format .odp,
- les données et cartographies sous SIG : QGIS (couches format .shp et projets format .qgs) dans le système géodésique français légal RGF93 (EPSG : 2154) , encodage UTF8,
- les photos et illustrations de l'étude : images en .jpg 200 dpi minimum,
- l'ensemble des documents communiqués dans les formats ci-dessus ainsi qu'en format .pdf.

7 – DÉROULEMENT ET SUIVI DE L'ÉTUDE

Le PDPFCI est élaboré sous la responsabilité du Préfet de l'Eure qui confie la direction du projet au directeur départemental des territoires et de la mer.

Conformément à l'article R. 133-6 du Code forestier, le directeur départemental des services d'incendie et de secours est étroitement associé à cette élaboration, notamment pour ce qui relève de ses attributions.

La direction départementale des territoires et de la mer de l'Eure est le maître d'ouvrage de l'opération. Elle est l'interlocuteur technique du prestataire pour le pilotage de l'étude.

Le prestataire de service a en charge la responsabilité de l'étude, conformément au présent cahier des charges.

Il désigne au sein de sa structure, un chargé d'étude, qui est l'interlocuteur unique du maître d'ouvrage pour le suivi de l'étude.

Le chargé d'étude assure l'animation de la procédure de concertation et de communication durant le déroulement de l'étude.

7.1 - Comité de pilotage et comité technique

Le comité de pilotage de l'étude aura pour mission d'accompagner et de valider les travaux du bureau d'études. Il comprendra un représentant des structures suivantes :

- Préfecture de l'Eure, Service des sécurités (SIDPC)
- direction départementale des territoires et de la mer et de la Mer de l'Eure (DDTM27),
- Service Départemental d'Incendie et de Secours de l'Eure (SDIS 27),
- Conseil Départemental de l'Eure,
- Office National des Forêts (ONF),
- Centre National de la Propriété Forestière (CNPF) Haut de France - Normandie,
- Groupement de Gendarmerie de l'Eure,
- Direction Départementale de la Sécurité Publique de l'Eure,
- Office Français de la Biodiversité (OFB) - service départemental de l'Eure,
- Parc Naturel Régional des Boucles de la Seine Normande,
- Chambre d'Agriculture de l'Eure,
- Association départementale des maires de l'Eure,
- Association des Maires Ruraux de l'Eure,
- Union Régionale des Collectivités Forestières de Normandie,
- Conservatoire des Espaces naturels de Normandie

Un comité technique, constitué des représentants des mêmes structures, composé d'experts techniques compétents en matière de DFCI, sera réuni soit sous forme plénière, soit sous forme de groupes de travail thématiques, pour l'élaboration du PDPFCI et pour valider les différentes étapes de travail. La composition des comités techniques sera validée au préalable par le maître d'ouvrage.

Le chargé d'étude devra organiser les réunions du comité de pilotage, du comité technique et des groupes de travail thématiques constitués si nécessaire (convocations, documents préparatoires, relevés de décisions).

Outre ces réunions, des rencontres particulières entre le chargé d'étude et certains membres du comité technique peuvent être organisées durant l'étude, à l'initiative du chargé d'étude, en concertation avec le maître d'ouvrage.

Un tableau de bord prévisionnel décrivant les étapes du déroulement de l'étude, accompagné d'un échancier des réunions du comité de pilotage et des réunions techniques sera réalisé par le bureau d'étude. Ce tableau de bord établi dès le début de l'opération sera mis à jour avant chaque réunion de ces comités. Ce document permettra aux membres du comité de pilotage de suivre l'avancement de l'étude.

Le tableau de bord et les documents soumis à la validation du comité de pilotage devront être envoyés par le chargé d'étude à tous les membres du comité de pilotage au minimum 7 jours avant chaque réunion, avec les documents nécessaires à la réunion.

Les comités de pilotage et les réunions techniques seront précédés d'une réunion préparatoire avec le maître d'ouvrage, le cas échéant en visio-conférence.

Suite à chacune de ces réunions (comités de pilotages et autres réunions techniques), le chargé d'étude aura la charge de rédiger un relevé de décisions et de le transmettre, après validation par le maître d'ouvrage, à tous les membres du comité de pilotage.

7.2 - Étapes de validation

Le projet de PDPFCI devra être approuvé par le comité de pilotage.

Le projet de plan sera ensuite soumis, par le préfet, en premier lieu à l'avis de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité (sous-commission pour la sécurité contre les risques d'incendies de forêt).

Il sera ensuite soumis à l'avis des collectivités territoriales concernées et de leurs groupements, de la chambre départementale d'agriculture ainsi qu'à celui de la commission régionale de la forêt et du bois de Normandie.

Enfin, dans un souci de cohérence à l'échelle zonale, le PDPFCI sera soumis à l'avis du préfet de zone (Grand Ouest).

8 – DOCUMENTS MIS À LA DISPOSITION DU PRESTATAIRE

Les documents suivants sont mis à disposition du bureau d'étude :

- l'arrêté préfectoral réglementant l'emploi du feu,
- l'arrêté préfectoral réglementant le débroussaillage,
- l'Atlas régional de prédisposition au risque estival de feu de forêt et de végétation,

De plus, seront mis à la disposition du bureau d'étude au démarrage de la mission :

- le dossier départemental des risques majeurs selon l'état d'avancement de sa révision en cours.
- le Schéma Départemental d'Analyse et de Couverture des Risques (SDACR),
- le Règlement Opérationnel Départemental (SDIS)
- les bilans des incendies de forêts depuis 2000 (base BDIFF)
- les contours des feux de forêt , feux de culture existants sous SIG (SDIS)
- l'ordre d'opération départemental « Feux de Forêt » 2023 (SDIS)
- les cartographies des pistes forestières réalisée par le CNPF et l'ONF

Par ailleurs, le sujet de la défense des forêts contre les incendies fait l'objet de nouvelles productions à l'échelle nationale. Celles-ci seront portées à la connaissance du prestataire au fur et à mesure de leur production. Les travaux réalisés devront tenir compte de ces données.

9 – PROPRIETE INTELLECTUELLE DE L'ETUDE

Le titulaire garantit à la direction départementale des territoires et de la mer de l'Eure la complète et définitive jouissance des droits d'exploitation (diffusion et reproduction) de l'ensemble des textes, données, cartes et images qu'il sera amené à réaliser pour cette étude.

La direction départementale des territoires et de la mer de l'Eure s'engage à citer systématiquement le titulaire lors de toute utilisation de ces résultats.

Annexe

Lien Atlas régional de prédisposition au risque estival de feu de forêt et de végétation de Normandie :

<https://www.normandie.developpement-durable.gouv.fr/carte-donnees-et-notice-feux-de-foret-a6389.html>